

**Conseil économique et social**

Distr. limitée  
23 mars 2011  
Français  
Original: anglais

**Commission des stupéfiants****Cinquante-quatrième session**

Vienne, 21-25 mars 2011

Point 6 de l'ordre du jour

**Application de la Déclaration politique et  
du Plan d'action sur la coopération internationale  
en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte  
contre le problème mondial de la drogue**

**Uruguay: projet de résolution révisé**

**Amélioration de la participation de la société civile à la lutte  
contre le problème mondial de la drogue**

*La Commission des stupéfiants,*

*Rappelant* la Déclaration politique et le plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue<sup>1</sup>, dans laquelle les États Membres se sont félicités du rôle important joué par la société civile, en particulier les organisations non gouvernementales, dans la lutte contre le problème mondial de la drogue et ont noté que les représentants des populations touchées et des entités de la société civile, le cas échéant, devraient avoir la possibilité de participer à la formulation et à l'exécution des politiques de réduction de la demande et de l'offre de drogues,

*Rappelant également* la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, dans laquelle le Conseil a appelé les organes directeurs des institutions pertinentes et spécialisées du système des Nations Unies à examiner les principes et pratiques relatifs à leurs consultations avec les organisations non gouvernementales et à prendre les mesures appropriées pour promouvoir la cohérence à la lumière des dispositions de ladite résolution,

*Reconnaissant* que la responsabilité de la lutte contre le problème mondial de la drogue incombe aux États Membres, tandis que la société civile joue un rôle de premier plan pour ce qui est de s'attaquer aux aspects multidimensionnels de ce problème,

<sup>1</sup> A/64/92-E/2009/98, sect. II.A.



*Considérant* que la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, sociales, communautaires et d'inspiration religieuse, les associations professionnelles, les syndicats et le monde universitaire mènent de nombreuses activités contribuant de manière importante à la lutte contre le problème mondial de la drogue, notamment dans certains pays en insistant sur les questions liées à la prévention, l'accès aux substances placées sous contrôle international à des fins médicales, le traitement à l'échelle locale, les services sanitaires et sociaux et la protection des populations vulnérables,

*Rappelant* sa résolution 49/2, dans laquelle elle a pris note avec satisfaction de la contribution apportée par la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour lutter contre le problème de la drogue, en particulier en ce qui concerne la réduction de la demande,

1. *Encourage* les États Membres à veiller à ce que la société civile prenne une part active, selon qu'il convient, dans le cadre de consultations, à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes et politiques de contrôle des drogues, en particulier en ce qui concerne les aspects liés à la réduction de la demande;

2. *Encourage également* les États Membres à cultiver un environnement qui favorise l'innovation et à tenir compte des approches prometteuses suivies par la société civile afin d'aider les gouvernements à lutter contre le problème mondial de la drogue, pour autant que ces approches soient en conformité avec les conventions internationales relatives au contrôle des drogues, qu'elles soient fondées sur des données scientifiques fiables, qu'elles soient conformes aux obligations en matière de droits de l'homme et qu'elles soient mises en œuvre dans le respect intégral de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États Membres, notamment du principe de non-ingérence dans leurs affaires intérieures;

3. *Encourage en outre* les États Membres à partager avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime leurs expériences de collaboration avec la société civile dans les instances des Nations Unies et à fournir des suggestions, conformément au règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social et aux trois conventions relatives au contrôle des drogues, afin d'améliorer la participation de la société civile à la lutte contre le problème mondial de la drogue, et prie l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de mettre ces informations, notamment les suggestions, à la disposition des États Membres qui en font la demande.